Séance du 12 mai 2025

Etaient présents :

MM. SERVANT Christian - BISACCIA Michèle - MOUNIER Rémy - PAPIN Mireille - PELLEGRIN Jacques - GEUSENS Christine - BRUNEAU Claude - ZAVROSA Gilbert - JOTHIE Marc - WOLFF Paule - SAHUC Jean-François - DI PAOLO Antonio - COSSEY Michel - BAUDRY Michèle - ADAM Fabrice - SCHERRER Marie-Jeanne - TALIA Christophe - GARBAY Isabelle - BARBE Sylvie - RODRIGUES SOUSA Hugo - MOURGUES Corinne

Etaient absents et excusés :

MM. REPELLINI Raymonde - BOUGAULT Claude - CONVERT Pascale - ACHARD Pierre - JOLY Florence - LAFON Lise - PUPIER Franck

Avaient donné procuration :

M. BOUGAULT à M. COSSEY
Mme CONVERT à M. DI PAOLO

Etait secrétaire de séance :

Mme PAPIN

Le quorum est atteint.

Le Conseil Municipal a été régulièrement convoqué dans les formes et délais prescrits par la loi (article L2121-10 du CGCT).

- **Tirage au sort des Jurés d'Assises**
- **Procès-verbal de la séance précédente**
- **Administration Générale**
 1. Etat des décisions du Maire
 2. Adhésion au Service d'Assistance à la Gestion Energétique du SIEL-TE Loire (SAGE)
 3. Saint-Etienne Métropole – Convention pour l'instruction des demandes d'autorisation et actes relatifs à l'occupation et à l'utilisation du sol
 4. Convention de transfert de maîtrise d'ouvrage réalisation des espaces verts pour le projet cyclable structurant avenue Pierre Mendès France entre la commune de Saint-Priest en Jarez et Saint-Etienne Métropole
 5. Saint-Etienne Métropole – Composition du Conseil Métropolitain suite au renouvellement général des Conseils Municipaux
 6. Ilot 2 : acquisition à l'euro symbolique
 7. Cessions au profit de la société A2S IMMO – Modification des délibérations 24-05-05, 24-11-03, 24-12-03, 25-02-04 et 25-02-05
- **Finances**
 8. Evolution tarifaire TLPE 2026 (Taxe Locale sur la Publicité)
 9. Subventions aux associations – Année 2025
 10. Subvention – Convention financière avec l'association Comité des Œuvres Sociales (COS)

- **Personnel Communal**

11. Emplois permanents : création d'un poste

- **Questions diverses**

La séance est ouverte à 19 h.

■ **Tirage au sort des Jurés d'Assises**

Mesdames et Messieurs les Conseillers Municipaux procèdent au tirage au sort, les personnes désignées seront prévenues par courrier.

■ **Approbation du procès-verbal de la séance précédente**

Approuvé à l'unanimité.

■ **25-05-01 Administration Générale – Etat des décisions du Maire**

Monsieur le Maire donne lecture de ses décisions pour les derniers mois :

3/02/2025	Avenant n° 1 au marché de maîtrise d'œuvre (2024-MO-001) avec B INGENIERIE pour la restructuration du complexe sportif Camille de Rochetaillée (modifications substantielles de l'économie du projet). Forfait de rémunération fixé à 4,10 % sur une nouvelle base prévisionnelle des travaux estimée à 2 730 861,70 euros HT
13/03/2025	Convention de location d'un logement communal sis 4 rue Jules Ferry pour un an à compter du 18/05/2025 à Monsieur Denis MICHALON. Montant : 432 euros/mois
19/03/2025	Convention de mise à disposition de locaux municipaux stand de tir « Force de Sécurité » pour l'entraînement au tir de la Police Municipale avec la Ville d'Andrézieux Bouthéon pour l'année 2025. Redevance forfaitaire : 150 euros TTC/créneau
20/03/2025	Contrat de maintenance avec la société RECORD pour la maintenance des portes automatiques de la mairie et de la crèche jusqu'au 31/10/2028. Montant annuel : 1900,80 euros TTC pour l'ensemble des portes
24/03/2025	Abonnement pour la gestion des modules d'arrosage automatique avec la société OLEM. Abonnement annuel à compter du 8/03/2025 avec tacite reconduction. Montant annuel : 141,60 euros TTC
25/03/2025	Marché subséquent (MS 2023-FCS-001-3) avec l'entreprise AMIELEC pour la fourniture de matériel informatique, logiciels et prestations de maintenance du 15/04/2025 au 14/04/2026. Marché à bons de commande avec seuil maximum : 25 000 euros HT pour chaque marché subséquent
31/03/2025	Marché de services avec le cabinet RCC - Rémy CROUZOUON pour la réalisation d'un bilan et d'un diagnostic partagé dans le cadre du renouvellement de la convention territoriale globale pour les communes de Roche la Molière, Villars, Saint-Genest Lerpt, l'Etrat, la Tour en Jarez et Saint-Priest en Jarez
01/04/2025	Contrat avec la société KOESIO pour la maintenance du photocopieur installé à l'accueil de la mairie du 01/04/2025 au 31/03/2027. Coût copie noir et blanc 0,0053 euros HT et copie couleur 0,048 euros HT
01/04/2025	Contrat de maintenance des systèmes d'alarme intrusion des bâtiments municipaux avec la société FRANCE ALARME pour 3 ans reconductibles par périodes successives de 3 ans

02/04/2025	Organisation d'ateliers d'écriture à la médiathèque Andrée CHAIZE avec Madame Noémie THOMAS, LE FIL DE SOI. 5 ateliers en 2025 : 600 euros TTC
02/04/2025	Marché CFM-2024-TVX-002 B pour le lot 2 aménagements et revêtements sportifs/Restructuration du complexe sportif Camille de Rochetaillée avec l'entreprise LAQUET. Montant : 1 265 036,52 euros TTC
03/04/2025	Marché CFM-2024-TVX-002 B pour le lot 1 terrassement - VRD/Restructuration du complexe sportif Camille de Rochetaillée avec l'entreprise TREMA. Montant : 1 172 491,20 euros TTC

Le Conseil Municipal prend acte de l'état des décisions du Maire pour les derniers mois.

■ **25-05-02 Administration Générale – Adhésion au Service d'Assistance à la Gestion Énergétique du SIEL-TE Loire (SAGE)**

Monsieur le Maire expose :

Considérant qu'il y a lieu de délibérer pour demander au SIEL-TE Loire d'assister la collectivité dans la gestion énergétique de son patrimoine,

Considérant que l'adhésion à cette compétence est prise pour une période de 6 ans minimum, et à l'issue de cette période, adhésion pour une durée annuelle par tacite reconduction,

Considérant que le montant de la contribution que la collectivité s'engage à verser annuellement au SIEL-TE Loire s'élève donc à 9 477 euros,

Considérant que cette contribution est révisable chaque année, selon le tableau annuel des contributions au SIEL-TE Loire, en tenant compte du pourcentage d'évolution du glissement vieillesse technicité « effet de carrière » des agents du service SAGE,

Considérant que ce montant est versé au SIEL-TE Loire au cours du premier semestre de l'année considérée. A défaut de paiement dans le délai de trente jours, à réception du titre de recette, il sera appliqué des intérêts moratoires au taux légal en vigueur,

Considérant que dans le cadre de la compétence optionnelle « SAGE », le SIEL-TE Loire propose un ensemble de modules complémentaires nécessitant une délibération et impliquant un coût supplémentaire. Ces modules sont :

- Télégestion,
- Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (AMO) Bâtiment et Energie,
- Accompagnement au contrat d'exploitation et de maintenance avec intéressement aux économies d'énergie,
- Accompagnement au décret tertiaire/OPERAT.

Considérant que le détail des prestations, les conditions d'intervention du SIEL-TE Loire et la répartition des rôles entre le SIEL Loire et la collectivité sont explicités dans la convention annexée à la présente délibération.

Je vous demande de bien vouloir :

- Décider que la collectivité adhère au service d'assistance à la gestion énergétique mis en place par le SIEL-TE Loire et décrit ci-dessus, et s'engage à verser les contributions nécessaires annuelles correspondantes,
- Approuver la conclusion de la convention à intervenir entre la commune et le SIEL-TE Loire,

- Autoriser Monsieur le Maire à signer toutes les pièces à intervenir.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à la majorité (22 pour, 1 abstention : Mme MOURGUES), décide :

- Que la collectivité adhère au service d'assistance à la gestion énergétique mis en place par le SIEL-TE Loire et décrit ci-dessus, et s'engage à verser les contributions nécessaires annuelles correspondantes,
- D'approuver la conclusion de la convention à intervenir entre la commune et le SIEL-TE Loire,
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer toutes les pièces à intervenir.

■ **25-05-03 Administration Générale – Saint-Etienne Métropole – Convention pour l'instruction des demandes d'autorisation et actes relatifs à l'occupation et à l'utilisation du sol**

Monsieur le Maire expose :

En application des articles L.410-1 dernier alinéa et L.422-1 du code de l'urbanisme, la commune de Saint-Priest en Jarez étant dotée d'un Plan Local d'Urbanisme, le Maire délivre au nom de la commune les permis de construire, d'aménager ou de démolir et les certificats d'urbanisme ; il est également compétent pour se prononcer sur les projets faisant l'objet d'une déclaration préalable.

Conformément aux dispositions de l'article R.423-15 du code de l'urbanisme, le Maire peut charger un établissement public de coopération intercommunale, soit en l'occurrence Saint-Etienne Métropole, de l'instruction des demandes d'autorisation d'urbanisme.

Dans ce contexte, à la demande des communes qui bénéficiaient de l'instruction par les services de l'Etat, Saint-Etienne Métropole a organisé une offre de service aux communes concernées et à toutes ses communes membres via une plateforme de service « Autorisation du droit des Sols » (ADS).

Une première convention a été délibérée le 1^{er} mai 2015 avec un délai de validité jusqu'au 1^{er} janvier 2022, qui a été prorogée jusqu'à la fin du 1^{er} trimestre 2022. Par ailleurs, durant cette même période, la loi portant Evolution du Logement de l'Aménagement et du Numérique (Elan), a rendu obligatoire la dématérialisation de l'instruction des Demandes d'Autorisation d'Urbanisme (DAU) pour les communes de plus de 3.500 habitants, à compter du 1^{er} janvier 2022.

Dans ce contexte, deux nouvelles conventions ont été délibérées en avril 2022 :

- Une convention relative à la mise à disposition d'un outil informatique de dématérialisation accessible à toutes les communes permettant de recevoir et d'instruire les demandes d'autorisation d'urbanisme sous forme dématérialisée. Cette convention est établie jusqu'en avril 2030. Elle a fait l'objet d'un avenant du fait du changement de logiciel d'instruction en 2023.
- Une convention relative à l'instruction des autorisations d'urbanisme, faisant l'objet du présent renouvellement et concernant la réorganisation d'une plateforme d'instruction des ADS avec 3 niveaux d'adhésion pour une remise graduelle depuis les communes, des types d'actes à instruire par le service métropolitain :
 - o Niveau 1 : la commune remet à la plateforme tous les actes ADS, excepté les CUa d'information.
 - o Niveau 2 : la commune remet à la plateforme tous les actes ADS à l'exception des DP (Déclarations Préalables) maisons individuelles / autres travaux. Les actes non conventionnés peuvent être, néanmoins, transmis à la plateforme mais sont rémunérés au coût réel de fonctionnement de la plateforme.

Pour ces 2 niveaux d'adhésion, d'autres actes peuvent être confiés à la plateforme, au choix de la commune, par typologie d'actes en sus des ADS : il s'agit des actes relatifs au volet accessibilité d'une AT (Autorisation de Travaux) liés ou non à un permis de construire et les certificats de conformité.

- Niveau 3 : la commune a une adhésion de sécurité en acquittant un droit d'entrée de 0,50 €/habitant/an. Les actes peuvent être transmis à la plateforme au « cas par cas » au coût réel du fonctionnement de la plateforme (charges de structure comprises).

Cette convention conclue en avril 2022 avait une durée de 3 ans. Elle nécessite la mise en place d'une nouvelle convention, dans le prolongement de la précédente, à compter de mai 2025.

Un bilan a été réalisé par Saint Etienne Métropole avec l'ensemble des communes ayant conventionné et il ressort des échanges une volonté de renouveler cette convention en maintenant certains principes :

- Maintien des 3 niveaux d'adhésion dans les conditions actuelles,
- Maintien des 10 équivalents PC gratuits pour les communes – 3 500 habitants,
- Maintien de temps d'échanges et de coordination avec les communes, en fonction du niveau d'adhésion et du nombre de dossiers en instruction.

Ces rencontres concernent également l'étude des avant-projets à enjeux avec les instructeurs.

Par ailleurs, il s'avère nécessaire de faire évoluer cette convention en lien avec les demandes et besoins des communes, notamment sur les principes suivants :

- Ouverture de l'option AT avec de la souplesse (AT seule ou liée à un PC) pour les communes de niveau 3,
- Ouverture de l'option « conformité » avec de la souplesse pour les communes de niveau 3 pour les actes instruits par SEM,
- Intégration de la conformité pour les permis d'aménager,
- Réalisation de l'export SITADEL gratuitement pour les communes de niveau 2 en plus des communes de niveau 1.
-

En matière tarifaire, les prix ont été actualisés afin de mieux s'adapter à la réalité de l'instruction, à savoir :

- adaptation des prix en cohérence avec le temps passé, avec notamment une diminution sensible du prix du permis de démolir et une hausse du permis d'aménager ;
- création d'une tarification pour les dossiers modificatifs qui représentent désormais 10 % du volume d'activité (en constante augmentation) et qui nécessite du temps du fait de la complexité de certains dossiers ;
- mutualisation du tarif des Autorisations de Travaux liées à un Permis de Construire instruit par la plateforme ;
- intégration de la conformité dans le prix des Permis d'Aménager.

Cette convention a été adoptée au Bureau Métropolitain de Saint Etienne Métropole en date du 13 mars 2025. Elle est définie avec une durée adossée à celle de la convention pour l'outil numérique, à savoir jusqu'en avril 2030.

Actuellement la commune de Saint-Priest en Jarez adhère au niveau 2 de la convention signée en 2022, avec les options suivantes :

- Autorisations de travaux liées à un permis de construire instruits par Saint Etienne Métropole
- Certificats d'Urbanisme opérationnels

Pour la période 2025-2030, la commune de Saint-Priest en Jarez souhaite conventionner avec Saint Etienne Métropole avec les conditions suivantes :

- Niveau 2

- Options :
- *Autorisations de travaux liées à un permis de construire instruits par Saint Etienne Métropole*
- *Certificats d'Urbanisme opérationnels*

Il est proposé au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer et, le cas échéant :

- approuver la convention entre Saint-Etienne Métropole et les communes pour « l'instruction des demandes d'autorisation et actes relatifs à l'occupation et à l'utilisation du sol » qui prend effet à compter du 1^{er} mai 2025 ;
- adhérer à la présente convention au niveau 2
- choisir les options proposées dans la convention, à savoir :
 - o les autorisations de travaux liées à un permis de construire instruits par Saint Etienne Métropole
 - o les certificats d'urbanisme opérationnels
- autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant dûment habilité, à signer les conventions et avenants à intervenir ;
- dire que les dépenses correspondantes seront prélevées sur le chapitre correspondant au budget communal.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, décide de :

- approuver la convention entre Saint-Etienne Métropole et les communes pour « l'instruction des demandes d'autorisation et actes relatifs à l'occupation et à l'utilisation du sol » qui prend effet à compter du 1^{er} mai 2025 ;
- adhérer à la présente convention au niveau 2
- choisir les options proposées dans la convention, à savoir :
 - o les autorisations de travaux liées à un permis de construire instruits par Saint Etienne Métropole
 - o les certificats d'urbanisme opérationnels
- autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant dûment habilité, à signer les conventions et avenants à intervenir ;
- dire que les dépenses correspondantes seront prélevées sur le chapitre correspondant au budget communal.

■ **25-05-04 Administration Générale – Convention de transfert de maîtrise d'ouvrage réalisation des espaces verts pour le projet cyclable structurant avenue Pierre Mendès France entre la commune de Saint-Priest en Jarez et Saint-Etienne Métropole**

Monsieur le Maire expose :

La présente convention a pour objet la réalisation des espaces verts dans le cadre de l'aménagement cyclable du réseau structurant avenue Mendès France réalisé en 2025. Cette dernière définit les conditions techniques, administratives et financières de la réalisation des plantations, des travaux de parachèvement et de confortement des espaces verts de l'aménagement cyclable précité.

Les travaux seront payés par la commune de Saint-Priest en Jarez. La participation financière de Saint-Etienne Métropole s'élèvera à hauteur de 35 640 € HT correspondant aux travaux de plantations, de fournitures, de parachèvement et de confortement.

Saint-Etienne Métropole est redevable de l'intégralité des dépenses engagées en son nom et pour son compte par la commune de Saint-Priest en Jarez selon l'échéancier énoncé à l'article 6 de la présente convention.

Je vous demande de bien vouloir approuver cette convention et m'autoriser à la signer.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, approuve la convention précitée et autorise Monsieur le Maire à la signer.

■ **25-05-05 Administration Générale – Saint-Etienne Métropole – Composition du Conseil Métropolitain suite au renouvellement général des Conseils Municipaux**

Monsieur le Maire expose :

Dans le cadre du renouvellement général des conseils municipaux et conformément aux dispositions de l'article L. 5211-6-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, un arrêté préfectoral doit être pris avant le 31 octobre 2025 afin de fixer la répartition des sièges entre les communes membres de Saint-Etienne Métropole.

Cette répartition peut se faire selon deux modalités distinctes :

- soit par l'application des dispositions de droit commun prévues du II au V de l'article L.5211-6-1 du CGCT. La répartition s'effectue alors sur la base d'un tableau défini au III dudit article, qui fixe un nombre de sièges à répartir entre les communes membres à la proportionnelle à la plus forte moyenne sur la base de leur population municipale authentifiée par le plus récent décret publié. A l'issue de cette répartition, dans la mesure où toutes les communes doivent disposer d'un siège, les communes n'ayant pu en obtenir se voient attribuer un siège de droit,
- soit par accord local selon les dispositions spécifiques prévues pour les Métropoles au VI de l'article L.5211-6-1 du CGCT qui prévoit la possibilité de créer et de répartir un nombre de sièges supplémentaires inférieur ou égal à 10 % du nombre total de sièges issu de l'application des dispositions de droit commun précitées.

Si les communes décident de la création et de la répartition de ces sièges supplémentaires, cette décision doit être prise à la majorité des deux tiers au moins des conseils municipaux des communes membres représentant plus de la moitié de la population de celles-ci ou de la moitié au moins des conseils municipaux des communes membres représentant plus des deux tiers de la population de celles-ci. Cette majorité doit comprendre le conseil municipal de la commune dont la population est la plus nombreuse, lorsque celle-ci est supérieure au quart de la population des communes membres.

Cet accord doit être conclu par les communes avant le 31 août 2025, afin que le Préfet constate par arrêté la composition qui en résulte au plus tard le 31 octobre 2025. Dans le cas contraire, le Préfet constate par arrêté la composition qui résulte du droit commun.

Proposition d'un accord local permettant l'attribution de 10 % de sièges supplémentaires conformément aux dispositions du VI de l'article L.5211-6-1 du CGCT applicables aux Métropoles

Au regard des dispositions du 2° du VI de l'article L.5211-6-1 du CGCT, un accord local pourrait être formulé par les communes de Saint-Etienne Métropole proposant l'attribution d'un nombre de sièges supplémentaires inférieur ou égal à 10 % du nombre total de sièges à des communes qui n'ont pu bénéficier que d'un seul siège lors de la répartition proportionnelle à la plus forte moyenne selon les modalités suivantes :

- En application des règles de droit commun, le Conseil métropolitain sera recomposé sur la base d'un tableau défini à l'article L.5211-6-1 du CGCT fixant un nombre de sièges à répartir entre les

communes membres à la proportionnelle à la plus forte moyenne sur la base de leur population municipale authentifiée par le plus récent décret publié.

La population de Saint-Etienne Métropole s'élevant à 407 700 habitants (population municipale 2022 publiée par l'INSEE le 1^{er} janvier 2025), et étant comprise entre 350 000 et 499 000 habitants, le nombre de sièges à répartir sera 80.

A l'issue de cette répartition, dans la mesure où toutes les communes doivent disposer d'un représentant, les communes n'ayant obtenu aucun siège se verront attribuer un siège de droit.

Suite à l'application de ces dispositions, le nombre de conseillers métropolitains serait ainsi porté à 112 sièges avec 80 sièges répartis à la proportionnelle et 32 sièges attribués de droit. (cf tableau ci-annexé)

Si aucun accord local n'était conclu avant le 31 août 2025 et suivant les conditions de majorité requises, le Préfet constaterait cette composition de droit commun.

- Conformément aux dispositions du VI de l'article L.5211-6-1 du CGCT, il pourrait être envisagé de répartir au maximum 11 sièges supplémentaires représentant 10 % du nombre total de sièges attribués lors de la répartition de droit commun ce qui permettrait de porter au maximum l'effectif total du conseil à 123 sièges (112 sièges attribués selon répartition de droit commun auxquels s'ajouteraient 11 sièges supplémentaires).

La décision de répartir un volant de 10 % de sièges supplémentaires implique que la part globale de sièges attribuée à chaque commune ne peut normalement s'écarter de plus de 20 % de la proportion de sa population dans la population globale des communes membres, **sauf lorsqu'un second siège serait attribué à une commune ayant bénéficié d'un seul siège lors de la répartition à la proportionnelle selon la règle de la plus forte moyenne.**

Il pourrait ainsi être proposé de répartir 11 sièges supplémentaires aux 11 premières communes qui ont bénéficié d'un seul siège à la représentation proportionnelle à savoir Sorbiers, Villars, La Talaudière, Saint-Jean-Bonnefonds, Saint-Priest-en-Jarez, Saint-Genest-Lerpt, Saint-Galmier, La Grand-Croix, Lorette, L'Homme, Saint-Paul-en-Jarez (se reporter au tableau ci-dessous reprenant le détail de la répartition).

Pour mémoire, cet accord avait été adopté par les communes de Saint-Etienne Métropole et validé et arrêté par le Préfet en 2019.

Le Conseil métropolitain a émis un avis favorable sur cet accord local lors de sa séance du 26 mars 2025.

Il est demandé au Conseil municipal de bien vouloir approuver l'accord local permettant d'attribuer 11 sièges supplémentaires et de porter l'effectif total du conseil métropolitain à 123 sièges selon la répartition définie ci-dessous. Cette répartition sera applicable à compter du prochain renouvellement général des conseils municipaux.

**Proposition de répartition des sièges sur la base de 10 % supplémentaire
(conformément aux dispositions de l'article l'article L.5211-6-1 du CGCT)**

Communes	RÉPARTITION DE DROIT COMMUN (Article L5211-6-1 II à V du CGCT)					PROPOSITION D'ACCORD LOCAL (proposition de répartir le nombre maximal de sièges sur la base de 10 % supplémentaire soit 11 sièges)		
	Population municipale 2025	Répartition des 80 sièges à la proportionnelle à la plus forte moyenne	Attribution d'un siège de droit	Répartition de droit commun	Ratio initial	Répartition 11 sièges supplémentaires correspondant à accord local 10 %	Composition conseil métropolitain	Ratio après accord local
Saint-Étienne	172 569	42		42	89%		42	81%
Saint-Chamond	35 586	8		8	82%		8	75%
Firminy	17 128	4		4	85%		4	77%
Rive-de-Gier	15 457	3		3	71%		3	64%
Le Chambon-Feugerolles	12 307	3		3	89%		3	81%
Andrézieux-Bouthéon	10 312	2		2	71%		2	64%
Roche-la-Molière	9 853	2		2	74%		2	67%
Unieux	8 495	2		2	86%		2	78%
La Ricamarie	8 162	2		2	89%		2	81%
Sorbiers	8 071	1		1	45%	+1	2	82%
Villars	7 705	1		1	47%	+1	2	86%
La Talaudière	7 103	1		1	51%	+1	2	93%
Saint-Jean-Bonnefonds	6 594	1		1	55%	+1	2	101%
Saint-Priest-en-Jarez	6 318	1		1	58%	+1	2	105%
Saint-Genest-Lerpt	6 182	1		1	59%	+1	2	107%
Saint-Galmier	5 848	1		1	62%	+1	2	113%
La Grand-Croix	4 951	1		1	74%	+1	2	134%
Lorette	4 896	1		1	74%	+1	2	135%
L'Horne	4 868	1		1	75%	+1	2	136%
Saint-Paul-en-Jarez	4 758	1		1	77%	+1	2	139%
La Fouillouse	4 643	1		1	78%		1	71%
Fraisses	3 825		1	1	95%		1	87%
Genilac	3 821		1	1	95%		1	87%
Saint-Martin-la-Plaine	3 768		1	1	97%		1	88%
Saint-Héand	3 684		1	1	99%		1	90%
L'Étrat	2 820		1	1	129%		1	118%
Saint-Joseph	1 978		1	1	184%		1	168%
Saint-Christo-en-Jarez	1 888		1	1	193%		1	176%
Saint Maurice en Gourgou	1 824		1	1	200%		1	182%
Saint Bonnet les oules	1 817		1	1	200%		1	182%
Chamboeuf	1 782		1	1	204%		1	186%
Cellieu	1 719		1	1	212%		1	193%
Châteauneuf	1 700		1	1	214%		1	195%
La Tour-en-Jarez	1 484		1	1	245%		1	223%
Farnay	1 358		1	1	268%		1	244%
Saint-Paul-en-Cornillon	1 348		1	1	270%		1	246%
Saint-Romain-en-Jarez	1 209		1	1	301%		1	274%
La Valla-en-Gier	1 118		1	1	326%		1	296%
Tartaras	957		1	1	380%		1	346%
Doizieux	861		1	1	423%		1	385%
La Terrasse-sur-Dorlay	771		1	1	472%		1	430%
Valfeury	710		1	1	513%		1	467%
Fontanès	686		1	1	531%		1	483%
Marcenod	680		1	1	535%		1	487%
Saint Nizier de Fornas	653		1	1	557%		1	508%
Dargoire	523		1	1	696%		1	634%
Chagnon	522		1	1	697%		1	635%
Sainte-Croix-en-Jarez	484		1	1	752%		1	685%
Aboen	483		1	1	754%		1	686%
Rozier Cote d'Aurec	422		1	1	863%		1	785%
Pavezin	399		1	1	912%		1	831%
Caloire	322		1	1	1130%		1	1029%
La Gimond	278		1	1	1309%		1	1192%
Total	407 700	80	32	112		+11	123	

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, approuve l'accord local permettant d'attribuer 11 sièges supplémentaires et de porter l'effectif total du conseil métropolitain à 123 sièges selon la répartition définie ci-dessus. Cette répartition sera applicable à compter du prochain renouvellement général des conseils municipaux.

■ **25-05-06 Administration Générale – Ilot 2 : acquisition à l'euro symbolique**

Monsieur le Maire expose :

Dans le cadre du projet de requalification urbain porté par l'EPORA et la commune, la SAS A2S SERVICES – A2S IMMO s'est porté acquéreur des parcelles AH 161, AH 162, AH 163, AH 164, AH 165, AH 166, AH 167, AK 168, AH 169, AH 170, AH 160b et AH 427d pour construire l'immeuble le Clos Marguerite.

L'emprise du bâtiment étant inférieure à la surface totale achetée par le promoteur, et pour permettre à la commune d'aménager avec cohérence les abords du futur bâtiment et du parvis de la mairie, la

commune s'engage à acheter à l'euro symbolique et à aménager les surfaces hachurées en rouge sur le plan joint à la présente.

Un document d'arpentage sera établi par un géomètre expert lorsque le Clos Marguerite sera construit pour délimiter avec précision les surfaces vendues à la commune.

Il est demandé au Conseil Municipal d'approuver l'acquisition à l'euro symbolique des surfaces hachurées en rouge sur le plan annexé à la société A2S IMMO ou toute autre entité juridique qui se substituerait à elle ou dont elle serait totalement ou partiellement actionnaire et d'autoriser le Maire à entreprendre et signer toutes démarches ou documents nécessaires à la mise en œuvre de cette décision, et de classer ces surfaces, une fois l'acte passé, dans le domaine public de la commune.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, décide d'approuver l'acquisition à l'euro symbolique des surfaces hachurées en rouge sur le plan annexé à la société A2S IMMO ou toute autre entité juridique qui se substituerait à elle ou dont elle serait totalement ou partiellement actionnaire et d'autoriser le Maire à entreprendre et signer toutes démarches ou documents nécessaires à la mise en œuvre de cette décision, et de classer ces surfaces, une fois l'acte passé, dans le domaine public de la commune.

■ **25-05-07 Administration Générale – Cessions au profit de la société A2S IMMO – Modification des délibérations 24-05-05, 24-11-03, 24-12-03, 25-02-04 et 25-02-05**

Monsieur le Maire expose :

Vu la délibération 24-05-05 du 14 mai 2024,

Vu la délibération 24-11-03 du 5 novembre 2024,

Vu la délibération 24-12-03 du 10 décembre 2024,

Vu la délibération 25-02-04 du 18 février 2025,

Vu la délibération 25-02-05 du 18 février 2025.

Il est demandé au Conseil Municipal de modifier ces délibérations en ajoutant après chaque référence à la société A2S IMMO la phrase suivante « à la société A2S IMMO ou toute autre entité juridique qui se substituerait à elle ou dans laquelle elle serait totalement ou partiellement actionnaire ».

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, décide de de modifier ces délibérations en ajoutant après chaque référence à la société A2S IMMO la phrase suivante « à la société A2S IMMO ou toute autre entité juridique qui se substituerait à elle ou dans laquelle elle serait totalement ou partiellement actionnaire ».

■ **25-05-08 Finances – Evolution tarifaire TLPE 2026 (Taxe Locale sur la Publicité)**

Madame BISACCIA expose :

La taxe locale sur la publicité extérieure (TLPE), issue de l'article 171 de la loi n° 2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie, est une imposition indirecte facultative qui peut être instituée par le Conseil Municipal ou l'organe délibérant de l'EPCI sur le territoire desquels sont situés les supports publicitaires.

La taxe locale sur la publicité extérieure frappe les supports publicitaires fixes suivants, visibles de toute voie ouverte à la circulation publique à l'exception de ceux situés à l'intérieur d'un local :

- Les dispositifs publicitaires ;
- Les enseignes ;
- Les préenseignes.

Elle est assise sur la surface exploitée hors encadrement des supports.

La taxe est acquittée par l'exploitant du support ou, à défaut, par le propriétaire ou, à défaut, par celui dans l'intérêt duquel le support a été réalisé.

Il appartient aux collectivités de fixer par délibération, avant le 1^{er} juillet de l'année précédant celle du fait générateur de l'imposition, les tarifs applicables établis conformément aux articles L.454-58 à L.454-66 du CBIS (Code des Impositions sur les Biens et Services).

Même si cela n'est pas obligatoire, les services de la préfecture recommandent de délibérer annuellement sur les tarifs de la TLPE, en effet sans délibération, le redevable pourrait arguer de sa bonne foi en indiquant qu'il n'a pas été mis à même d'avoir accès au tarif en vigueur.

Pour l'année 2026, la fixation des tarifs de la TLPE doit faire l'objet d'une délibération du Conseil Municipal avant le 1^{er} juillet 2025.

La Commune peut, par délibération prise avant le 1^{er} juillet de l'année précédant celle de l'imposition, fixer des tarifs inférieurs aux tarifs maximaux (ou tarifs cibles).

Pour ne pas pénaliser les entreprises et commerces assujettis à cette taxe tout en garantissant à la commune un niveau de recettes de TLPE stable, il est proposé au Conseil Municipal de fixer les tarifs de TLPE 2026 selon les montants suivants :

	Superficie	Tarifs TLPE 2026
Enseignes	< 7 m ²	Exonération
	≥7 à ≤ 12 m ²	15 €/m ² /an
	>12 à ≤ 50 m ²	24 €/m ² /an
	> 50 m ²	42 €/m ² /an

Dispositifs publicitaires et préenseignes	Supports numériques	
	≤50 m ²	33 €/m ² /an
	> 50 m ²	60 €/m ² /an
	Supports non numériques	
	≤ 50 m ²	15 €/m ² /an
	> 50 m ²	24 €/m ² /an

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, approuve les tarifs précités et dit que la recette sera inscrite au budget.

■ **25-05-09 Finances – Subventions aux associations – Année 2025**

Madame PAPIN et Monsieur MOUNIER exposent :

Il est proposé au Conseil Municipal d'approuver le tableau ci-annexé relatif au versement des subventions aux associations pour l'année 2025.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, (le vote s'effectue par association, les élus exerçant une fonction au sein d'une association ne prennent pas part au vote) :

- approuve le versement des subventions aux associations pour l'année 2025,
- dit que la dépense sera prélevée au budget.

■ **25-05-10 Finances – Subvention – Convention financière avec l'association Comité des Œuvres Sociales (COS)**

Monsieur le Maire expose :

Conformément à l'article 10 de la loi 2000-321 et à l'article 1 du décret 2001-495, l'autorité administrative qui attribue une subvention supérieure à 23 000 euros doit conclure une convention avec l'organisme de droit privé qui en bénéficie.

Le Comité des Œuvres Sociales de la mairie bénéficie d'une subvention supérieure à ce montant.

Il convient aujourd'hui d'approuver la convention financière jointe pour l'exercice budgétaire 2025 pour le versement d'une subvention de 25 500 euros au COS et d'autoriser Monsieur le Maire à signer ce document.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, approuve la convention financière précitée pour l'exercice budgétaire 2025 et autorise Monsieur le Maire à signer ce document.

■ **25-05-11 Personnel Communal – Emplois permanents : création d'un poste**

Monsieur le Maire expose :

Conformément à l'article L313-1 du Code Général de la Fonction publique susvisé, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Monsieur le Maire propose à l'assemblée :

La création de :

- 1 poste d'auxiliaire de puériculture de classe supérieure à temps complet pour permettre la nomination d'une auxiliaire de puériculture de classe normale par voie d'avancement de grade.

Et de porter les emplois permanents ouverts de la commune comme annexé.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide :

La création de :

- 1 poste d'auxiliaire de puériculture de classe supérieure à temps complet pour permettre la nomination d'une auxiliaire de puériculture de classe normale par voie d'avancement de grade.

Et de porter les emplois permanents ouverts de la commune comme annexé.

QUESTIONS DIVERSES

Un débat s'engage entre les élus.

La séance est levée à 20 h 20.

- Tirage au sort des Jurés d'Assises
- 25-05-01 Finances – Etat des décisions du Maire
- 25-05-02 Administration Générale – Adhésion au Service d'Assistance à la Gestion Energétique du SIEL-TE Loire (SAGE)
- 25-05-03 Administration Générale – Saint-Etienne Métropole – Convention pour l'instruction des demandes d'autorisation et actes relatifs à l'occupation et à l'utilisation du sol
- 25-05-04 Administration Générale – Convention de transfert de maîtrise d'ouvrage réalisation des espaces verts pour le projet cyclable structurant avenue Pierre Mendès France entre la commune de Saint-Priest en Jarez et Saint-Etienne Métropole
- 25-05-05 Administration Générale – Saint-Etienne Métropole – Composition du Conseil Métropolitain suite au renouvellement général des Conseils Municipaux
- 25-05-06 Administration Générale – Ilot 2 : acquisition à l'euro symbolique
- 25-05-07 Administration Générale – Cessions au profit de la société A2S IMMO – Modification des délibérations 24-05-05, 24-11-03, 24-12-03, 25-02-04 et 25-02-05
- 25-05-08 Finances – Evolution tarifaire TLPE 2026 (Taxe Locale sur la Publicité)
- 25-05-09 Finances – Subventions aux associations – Année 2025
- 25-05-10 Finances – Subvention – Convention financière avec l'association Comité des Œuvres Sociales (COS)
- 25-05-11 Personnel Communal – Emplois permanents : création d'un poste

			Signature
SERVANT	Christian	Maire	
PAPIN	Mireille	3 ^e Adjointe, Secrétaire de séance	